

« développement des droits et de la prospérité de notre peuple. La  
 « civilisation et les institutions du Japon sont si différentes de  
 « celles des autres pays, que nous ne pouvons atteindre immé-  
 « diatement le but désiré. Nous voulons choisir parmi les institu-  
 « tions diverses établies chez les nations éclairées, celles qui  
 « conviennent le mieux à notre situation actuelle, et nous les  
 « adopterons en réformant et en améliorant graduellement notre  
 « système et nos usages, de manière à égaler ces nations....

« .... Aussitôt que l'ambassade reviendra auprès de nous, nous  
 « nous occuperons de la révision des traités et nous accomplirons  
 « nos projets. »

En vous présentant, Messieurs, l'expression de ma cordiale sym-  
 pathie, j'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect, votre  
 tout dévoué serviteur,

AIMÉ HUMBERT.

---

#### LE CHAH DE PERSE ET LA CONVENTION DE GENÈVE

Plusieurs journaux ont annoncé que le Chah de Perse, pendant  
 son voyage en Europe, avait adhéré à la Convention de Genève.  
 Cette nouvelle est inexacte ou tout au moins prématurée, et nos  
 lecteurs nous sauront gré, sans doute, de rétablir les faits sous  
 leur vrai jour.

Il nous suffira pour cela de reproduire un passage de la lettre  
 que le correspondant du *Journal de Genève* lui écrivait de Berne le  
 15 juillet dernier, car nous pouvons certifier que son récit est  
 parfaitement véridique.

Voici donc ce fragment :

« La Convention de Genève concernant les soins à donner aux  
 militaires blessés, vient de donner lieu à un incident assez sin-  
 gulier.

« Un particulier s'est présenté, il y a quelque temps, chez le  
 consul général suisse à Londres et l'a chargé de transmettre au  
 Conseil fédéral une déclaration signée de S. A. Hadj-Mirza-Hous-

sein-Khan, grand-vizir de S. M. le Chah de Perse, <sup>1</sup> et portant que ce dernier accepte la susdite Convention de Genève.

« Il paraît que cette personne, qui séjourne à Londres en ce moment, a profité du séjour du Chah dans cette ville pour obtenir la déclaration en question. Mais elle n'avait aucun mandat officiel pour traiter avec le Chah (car le Conseil fédéral, qui seul aurait pu lui donner ce mandat, ne le lui a jamais conféré). En outre, la déclaration qu'elle a transmise renferme des irrégularités de fond et de forme qui peuvent faire douter, sinon de son authenticité, au moins de sa valeur comme acte diplomatique.

« Comme irrégularité de fond, on y remarque, par exemple, que dans l'énumération des Etats signataires de la Convention de Genève, la Confédération suisse n'est pas mentionnée, omission pour le moins singulière. Quant à la forme, la déclaration ne porte comme preuve d'authenticité que l'empreinte d'un timbre sec à l'usage de la chancellerie persane, ce qui est insuffisant si l'on veut tenir compte des usages diplomatiques.

« Par ces motifs, le Conseil fédéral n'a pas cru pouvoir considérer cette déclaration comme valable, et il a refusé de l'enregistrer.

« Toutefois, il y voit la preuve que le gouvernement persan désire réellement adhérer à la Convention de Genève, et il a chargé M. Kern, <sup>2</sup> soit encore pendant le séjour du Chah à Paris, soit après le départ de ce souverain, par l'intermédiaire de son ambassadeur, de faire les démarches nécessaires pour obtenir de S. M. persane une adhésion en due forme. »

Nous complétons cet exposé en reproduisant le texte même de la déclaration du grand-vizir.

Elle est ainsi conçue :

« Pénétré de la pensée généreuse qui a inspiré la Convention de Genève, et désireux d'en étendre les effets salutaires dans la limite de son pouvoir, S. M. le Chah a ordonné au soussigné, grand-vizir de son Empire, d'y adhérer pleinement et entièrement.

<sup>1</sup> Suivant *la Croix rouge*, cette déclaration aurait été rédigée par S. E. Mirza-Malcolm-Khan, ministre des affaires étrangères.

<sup>2</sup> Ministre de la Confédération suisse près le gouvernement français.

« En conséquence, dûment autorisé par mon auguste maître, je déclare, par les présentes, que la Perse accède, sans aucune restriction, au texte de la susdite Convention, tel qu'il a été approuvé par S. A. le Grand-Duc de Bade, S. M. le Roi des Belges, S. M. le Roi de Danemark, S. M. la Reine d'Espagne, S. M. l'Empereur des Français, S. M. le Roi d'Italie, S. M. le Roi des Pays-Bas, S. M. le Roi de Prusse, S. M. le Roi de Suède et de Norvège, S. M. le Roi des Hellènes, S. M. la Reine d'Angleterre, S. A. le Grand-Duc de Mecklembourg et S. M. le Sultan. »

« Fait à Londres le 26 juin 1873.

(Signé) HOUSSEIN. »

---

## ALLEMAGNE

---

### PROGRAMME DE CONCOURS

L'ouverture de l'Exposition internationale de Vienne a offert à S. M. l'Impératrice, reine de Prusse, une nouvelle occasion de contribuer, en temps de paix, à l'avancement et à la consolidation de l'œuvre humanitaire que représente le symbole de la Croix rouge.

Sa Majesté a daigné ouvrir un concours qui a pour objet la solution de deux questions relatives à la grande œuvre d'humanité que nous venons de mentionner.

Une somme de 2,000 thalers (7,500 fr.) a été affectée à la solution de chacune de ces deux questions.

Il s'agit :

1° De la rédaction d'un manuel pratique de chirurgie militaire ;

2° D'un travail historique sur la Convention de Genève.

<sup>2</sup> Au nombre des signataires ont été omis la Russie, l'Autriche, la Suisse, le Portugal, les Etats romains, le Wurtemberg, la Bavière, la Saxe et la Hesse.